

Participation citoyenne la franchise 30/10/2016

depuis un certain temps je travaille l'idée d'une autre citoyenneté à l'échelon local à la recherche d'une modification des institutions sur le modèle des «conférences de citoyens» en usage au Danemark et au Canada sorte de jurys d'assises où des citoyens participent à l'élaboration de projets en introduisant ainsi une parole sociale entre l'expert et les intérêts financiers et politiques... Il s'agit du concept de «Participation citoyenne», auquel il faut donner un sens et un contenu.

Les mots «participation» et «citoyen» sont de plus en plus répandus mais leur contenu est vague, détourné de la Cité au sens platonicien, du terme.

Donner un sens et un contenu à la participation citoyenne, c'est avoir comme intention d'institutionnaliser à terme ce que de nombreux exemples de villes comme Saillant instituent vivent de fait en pratique : une citoyenneté réelle dans le quotidien. Cette évolution n'est ni dans la culture des français, ni dans les mœurs des pouvoirs en place. Mes propos sont donc une plaidoirie en faveur de ce concept.

## 1. Pourquoi faut-il donner un sens et un contenu à ce concept ?

☒ Il y a en premier lieu, l'analyse de toutes les conséquences de l'enchaînement des crises climatiques, écologiques, sociales, économiques, financières et politiques qui traversent actuellement notre société et la planète.

☒

À l'heure de ces crises croissantes de l'immigration, de l'emploi et de l'alimentation, la **communauté Internationale** qui n'en a que le nom, ne peut répondre que par des **vœux sans effets** comme la Déclaration des droits de l'humanité de la Cop 21 ou la **Charte de l'environnement**, des vœux rendus caduques à chaque fois qu'ils se heurtent au pouvoir des finances, des lobbies aidés des medias dont ils sont propriétaires. Sans compter la difficultés qu'ont les **Droits de l'homme** à devenir une réalité.

Bien des solutions se font jour localement tant de la part de **maires que d'associations**, mais elles se heurtent à un fatras de normes, de réglementations bureaucratiques les rendant impossibles.

☒

☒ Au-delà des analyses et des tentatives de solutions toujours remises en

question, le système économique mondial maintient sa domination spéculative en particulier par la création monétaire privée, quoi qu'il arrive, au détriment des hommes et de la nature.

- L'hybris (la démesure) des pouvoirs en place, d'un discours unique et inique, détricotent le programme du CNR qui préconisait, au sortir du fascisme, d'assurer *«l'établissement de la démocratie la plus large en matière économique, sociale, et d'éducation... La pleine conscience des citoyens et la liberté de la presse, son indépendance à l'égard de l'État, des puissances de l'argent et des puissances étrangères»*. Or de nos jours **plus** les puissances de l'argent (la Fed par exemple) assoient leur pouvoir, **moins il est question de l'homme** et maintenant de son environnement dont la destruction progressive est pourtant tant dénoncée.

- ☐ La démocratie acquise au sortir de la guerre, vécue comme inopérante a besoin d'être renforcée:

- ☐ Au sortir de la guerre, il s'agissait de **replacer l'homme en tant qu'acteur au centre d'un système** par le suffrage universel. La cellule de base de la République était la commune et la parole citoyenne s'exprimait dans les conseils municipaux. Aujourd'hui, **cette démocratie-là est devenue non seulement insuffisante**, face aux puissances des partis politiques, des lobbies et des médias mais elle est menacée. Il est même décidé de regrouper les communes en «intercommunalités» en février 2017, pour des raisons économiques: cela aura pour effet d'éloigner **encore plus le citoyen des acteurs élus** ce qui aura pour conséquence de laisser le pouvoir à des politiques de métier eux-mêmes mus par des intérêts financiers. **C'est le principe même de la démocratie qui est en danger** alors que déjà le citoyen se sent abandonné de ses représentants faute de dialogue et de réponse à ses attentes.

Dans cet environnement, il est reconnu que le citoyen se sent **coupé de sa représentation**, dépassé par des mesures macro économiques et les conflits de clans politiques dont la compréhension lui est inaccessible. Il a un **sentiment fataliste d'impuissance** et une **situation d'anomie** (c'est-à-dire sans projet auquel croire) s'installe dans les mentalités. La sanction est

d'ores et déjà connue: la montée du Front National et une abstention massive aux diverses élections.

Réaction de la mentalité de couches entières de la population:

**Il se répand alors la mentalité d'une prise en charge des problèmes et des solutions locales par le citoyen lui-même; des «actions citoyennes» qui installent une rupture avec la démocratie par vote uniquement qui est le modèle actuel.**

☒ **Alors, dans les différents courants d'opinion s'instaure une reprise en main des citoyens avec comme philosophie «je suis la république, je suis l'économie, je suis la société».**

☒ Le vocable de «participation citoyenne» est très répandu, tant dans les discours politiques que dans des mouvements comme le «mélanchonisme», ou «Podemos», ou les «Nuits debout», pour ne prendre que ces exemples; on entend dans les discours de droite et de gauche comme un **désir de faire participer** les citoyens, de les consulter, mais cela se réduit à plus de votes conçus comme des blancs seings ou de référendum **coupé des réalités économiques du système mondial**, qui ne sont pas remises en question, et des réalités quotidiennes des citoyens de base. Pire encore **on rend coupable les gens d'un mauvais vote** même après un referendum: ce fut le cas du vote des français pour l'Europe , celui des Danois, ou encore des anglais pour le Brexit ...

☒ J'ai progressivement acquis la conviction que la participation citoyenne reste bien un vocable auquel **seul le citoyen peut donner un contenu et un sens, à condition qu'on lui donne institutionnellement la parole** dans ses lieux de vie de proximité. Une **urgence** pour protéger la démocratie d'une disparition de fait. Nous reviendrons bien sûr sur ce point.

### **Les conditions nouvelles d'une société en transition**

Les changements qui s'opèrent sous nos yeux créent une situation favorable à la participation citoyenne sur son territoire.

☒ Personne ne peut nier que nous vivons une extraordinaire **période de transition de changement de logiques variées**: ce n'est pas une opinion mais un constat. Citons quelques thématiques:

☒ **Par exemple, l'évolution des techniques et du commerce.**

Indépendamment de considérations de politique politicienne, on ne peut que constater que **l'évolution des techniques**, d'une numérisation à tout crin.

Des structures de commerce bouleversent de nombreux secteurs autrefois florissants tout en répondant aux attentes des consommateurs en s'appuyant sur des **études marketing** toujours intéressées.

\* La **communication** s'appuyant sur les nouvelles technologies informatiques, facilitant la communication et l'information, internet, Smartphones divers, donnant lieu à de multiples blogs, sites même à une presse comme Mediapart, (les exemples sont nombreux), un million trois cent mille associations informent et compensent l'embrouillamini des médias établis qui privilégient les pains et les jeux, comme les Césars autrefois organisaient des jeux monstres pour garder au calme la plèbe de Rome.

**En conséquence une économie naît hors circuits de la mondialisation:**

**Une économie faite par les citoyens hors pouvoir central ou financier:**

Faisant table rase de tout ce qui existe, le citoyen se dit «**je suis l'économie**»:

Il n'est pas question ici de multiplier tous les exemples faute de temps: citons quand même ces démarches appelées «citoyennes» qui favorisent le covoiturage, l'ubérisation des taxis, la démultiplication de locations entre particuliers, les actions de groupes de réemploi de biens matériels, sans compter des exemples agricoles de fabrication d'énergie, de cultures et d'élevage bio, tout ce qui ressort de **l'économie circulaire** ou de l'idée de **circuits courts** plus directs entre producteurs et consommateurs. Des actions entreprises localement touchent directement la grande distribution.

Toutes ces activités sont nouvelles. **Elles engendrent des fortunes pour les PME PMI qui s'adaptent aux mentalités nouvelles, et elles satisfont une clientèle de consommateurs de plus en plus nombreux. Elles sont pour les communes qui favorisent leur établissement des occasions de réduire leur dépenses au lieu de s'endetter.**

**Les entrepreneurs et le marketing s'alignent donc sur les attentes des citoyens.**

**L'on s'aperçoit que là où tout semblait bloqué, il se crée des façons**

## **alternatives de faire, pour l'heure, ouvrant ainsi des portes de sortie du système global.**

Comment ne pas dire ici que certains entrepreneurs préconisent l'avènement d'une «**économie collaborative**» en prétendant se calquer sur le concept d'une «**économie coopérative**»; ne nous leurrions pas non plus. Il ne s'agit pas de philanthropie, mais l'idée s'installe surtout auprès d'une fraction de la population décidée parallèlement à s'organiser par elle-même. Citons la création de Scops, de financements participatifs, de *crowdfunding*; ce faisant et à son niveau il y a comme une mise en échec du système global pour d'autres motifs que le seul profit. Il existe des SCOPS pour l'habitat écologique et la distribution d'énergie renouvelable: par exemple Enercoop.

On voit apparaître comme des **banques parallèles**, des tentatives de création de **monnaie locale pour préserver, comme Bristol, l'emploi local**... Il s'agit de garder nos compétences et nos ressources au lieu de les exporter en Indonésie...(comme Stéphane)

On parle de plus en plus, et mal, de **revenu d'existence**, question qui devient à la mode. Que faire effectivement alors que l'emploi disparaît? Des études proposées en Suisse lors de la dernière votation, prédisaient qu'en 2024 il y aura 50% d'emplois en moins... Il s'agit de l'émergence d'une toute autre société. La notion de travail n'aura de sens que par rapport à un autre contrat social. **Il ne peut y avoir de revenu d'existence qu'avec une contrepartie de droits et d'obligations solidaires d'un tout.** Cela reste à débattre, bien sûr.

**Conséquences: le citoyen a un pouvoir économique qu'il ignore:**

**Certes nous avons dit que, hors idéologies et hors politiques politiciennes des pans entiers de l'économie disparaissent, donc l'emploi.**

Mais surtout ce qui nous importe ici, c'est que «l'effet pervers» des entrepreneurs qui s'adaptent à la consommation, consiste *de facto* à faire progressivement prendre conscience au consommateur que, contrairement à ce qu'il ressent il **a un pouvoir direct**, favorisé par le marketing qui s'aligne avec ses baromètres sur ce que semble vouloir ce même consommateur.

Retenons donc que le concept de participation citoyenne prend du sens dans cette période éminemment de transition; le citoyen **jouit en fait de ce pouvoir économique qu'il ignore.** Reste à trouver comment faire en sorte

que ce sens ne puisse être récupéré, instrumentalisé par la mentalité du profit déguisée en soi-disant solidarité ou coopération, par des discours publicitaires divers.

### **La vérité est que l'un dans l'autre le citoyen est plus informé**

Si le citoyen donne une impression de retrait, **il n'en est pas moins informé**. Quand il le souhaite. Même les grandes sociétés qui créent par leur production industrielle des canaux parallèles d'information, d'analyses, le font par les mêmes soucis de gain. Or ce faisant, elles créent ce que l'on appelle en sociologie «**un effet pervers**» qui ressemble à cette loi de physique qui énonce que: *«les effets s'opposent aux causes dont ils sont la source»*. Partie du système du tout argent, l'effet **produit est plus de communication, d'information et d'expression permettant l'émergence d'une autre mentalité, progressivement opposée en final au profit par le profit, au bénéfice de l'homme et de la nature**. C'est bien une mise en échec de logiques du passé encore utilisées de nos jours.

**Nous sommes donc dans une société de transition, qui est un moment favorable à l'instauration d'une parole citoyenne. il n'est plus qu'à favoriser la prise de conscience qu'il est aussi un acteur politique entendons pas là un acteur dans sa cité:**

**Il faut un nouveau contrat social; un système socioéconomique d'un autre ordre, fondé à partir des attentes latentes des citoyens.**

**Ceux ci veulent être informés, participer à des projets et ne proposer localement ou même participer à de plus grandes décisions d'intérêt général. Le seul vote ne représente plus la population. La solution est l'établissement d'un Ordre politique à l'échelon local. Qui donne au citoyen un sentiment de dignité et celui d'exister comme membre d'une communauté.**

**Refonder la démocratie s'impose à tous: c'est l'occasion de la rendre plus réelle.**

**1.L'expérience du laboratoire citoyen:L'expression expérimentale d'un contenu au concept de participation.**

\* Une exploration **méthodique** des attentes des citoyens

Fermement convaincu de la nécessité de donner un contenu et un sens par les citoyens *lambda* eux-mêmes, je me suis mis en quelque sorte en immersion dans le milieu associatif, celui qui à mes yeux exprime confusément de nouvelles directions et affirment des valeurs nouvelles. C'est ainsi que je me suis retrouvé à participer aux activités de Colibris, Alternatiba et dans une moindre mesure Partagir et un café Philo (300 personnes), sans compter le mouvement du groupe d'animation pour le climat, et la loge Oeïkos, tout en multipliant les rencontres avec des élus.

\* Jonction avec le Politique.

Puis j'ai entrepris de faire la jonction avec le «Politique», des maires, députés: **mon propos étant de rapprocher les élus de leurs administrés** et de contribuer à réduire le désamour des citoyens si souvent dénoncé d'avec le **politique**, en redonnant au citoyen les conditions méthodologiques d'être écouté dans ses lieux de vie. C'est ainsi que je participe à la création de «communes citoyennes.»

**Un fond de valeurs partagées se dégagent répétitivement :  
On retrouve partout les points essentiels de la parole des citoyens : le droit à l'information, le pouvoir de proposition et le pouvoir de contrôle. C'est un leitmotiv, une lancinante litanie. Il y a des élus qui l'entendent , et d'autres qui restent impénétrables.**

Il s'agit d'un **fond commun de valeurs** comme la **solidarité**, la **biodiversité**, la notion d'un **bien commun**, la **recherche d'un mieux vivre ensemble** et surtout une **analyse commune** de rejet du système tant politique qu'économique. Il y a là un **terreau fertile de recherche pour la parole citoyenne, devenue une nécessité de notre temps.**

**Le citoyen lambda est-il compétent?** J'aurais tendance à dire: «pas plus qu'un maire qui vient d'être élu». Dans toute décision économique touchant le territoire, les experts interrogés biaisent le problème. Non pas par ce qu'ils ne sont pas compétents, mais de la manière dont ils posent la question. En général ils ne mesurent pas ce que l'on appelle «**les coûts cachés**», notamment les coûts sociaux, ou les effets pervers de leur préconisation.

La **techno-sphère** exerce un pouvoir autant que les **lobbies** et les intérêts financiers et même les normes réglementaires en vigueur qui s'appuient sur

leur analyse. Les incroyables lourdeurs administratives aggravent la situation. Sans compter les doublets de domaines de compétences entre la région le département et les agissements de la préfecture recevant ses ordres de Paris. Il s'est dès lors imposé à mon esprit qu'entre la décision des maires et autres acteurs locaux, **si l'on veut encore une démocratie à l'avenir, il est plus qu'urgent d'introduire une parole de citoyen** sur le modèle Danois de «**conférence de citoyens**», que je relatais dans un discours à Vannes, modèle qui s'applique au niveau national.

J'aime à dire que le citoyen de base **est «l'expert de sa rue»**. Le citoyen de base est la cellule constitutive de notre démocratie. Sans lui, il n'y a pas de démocratie. Il s'agit bien d'**engerber l'intelligence de tous** à tous les niveaux. C'est bien l'objet de ma plaidoirie.

Il faut donc **trouver des modalités d'application, des modes de fonctionnement, des méthodes et une structure simple et applicable à chercher à répandre et institutionnaliser.**

J'ai alors réduit à une idée toute simple: appliquer la loi telle qu'elle existe, ignorée de tous: **Les comités consultatifs citoyens**. Une des clés de répondre aux crises.

Ignoré du grand public, le **code des collectivités locales** prévoit la création **de comités citoyens consultatifs** reprenant les trois grandes attentes des citoyens d'être écoutés, pouvoir proposer de petits projets, voire participer aux grandes décisions sur des thèmes d'intérêt collectif.

L'article L2143-2 du code général des collectivités territoriales:  
**Les comités consultatifs citoyens.**

**Le laboratoire citoyen devient lui même un comité consultatif créateur de comités citoyens consultatifs.**

J'ai cru intéressant de vous donner le pourquoi, **le quoi** et le **comment** d'une parole citoyenne qui essaye d'émerger à contre courant. C'est à vous de voir s'il y a une contribution à apporter au débat. Une contribution qui apporterait des *principes et un cadre* à l'établissement de cette **démocratie en œuvre**.

Une plaidoirie n'a de sens que s'il y a des relais de réflexion et de communication dans d'autres strates de la société. Vous êtes ces autres strates.



Il me semblerait pertinent d'unir nos efforts avec tout ce qui va dans le sens de ce courant naissant. Je vous ai fait envoyer tout un dossier d'approfondissement. A vous d'en juger.

**Après cet exposé général , je compléterai par les réponses à vos questions par des exemples pratiques.**

**Je vous remercie de votre écoute**

**J'ai dit**

---

### Discussion

**°(Il me faut des chartrains pour créer ,compléter un comité à la mairie de Chartres )**

**Des maires et des députés au congrès des maires fondent un mouvement pour al création de comités citoyens et préconisent une constituante hors course à la présidentielle.«Les communes citoyennes.»**

**\*(le fil rouge peut avoir comme sujet la participation citoyenne )**

**C 'est par exemple l'un des intervenants à la conférence sur l'Europe que je fais venir le 3 décembre pour un débat réponse sur la participation citoyenne dans les communes.**

**\*(j'espère que quelques uns d'entre vous seront curieux de venir )**

**J'ai cru intéressant de vous donner le pourquoi, le quoi et le comment d'une parole citoyenne qui essaye d'émerger à contre courant. C 'est à vous de voir s'il y a une contribution à apporter au débat. Une contribution qui apporterait des principes et un cadre à l'établissement de cette **démocratie en œuvre.****

Une plaidoirie n'a de sens que s'il y a des relais de réflexion et de communication dans d'autres strates de la société. Vous êtes ces autres strates. Il me semblerait pertinent d'unir nos efforts avec tout ce qui va dans le sens de ce courant naissant. Je vous ai fait envoyer tout un dossier d'approfondissement. A vous d'en juger.

Pour la discussion:

Les exemples canadiens danois français et tant d'autres essais  
Voici brièvement une idée de la **structure participative** qui institue une parole citoyenne nécessairement prise en considération au cours du mandat des élus.

Les citoyens, comme partout, **élisent une liste avec un contenu émergent de l'attente préalable des citoyens**, un maire et un conseil municipal pour les compétences de **gestion habituelle**.

La maire et le conseil municipal s'adjoignent deux éléments nouveaux pour la décision concernant les projets. C'est en quelque sorte l'**exécutif final**:

Un **binôme de pilotage** et un **binôme constitué du maire et de son premier adjoint**;

Un **pouvoir de contrôle** est donné à 12 citoyens pour suivre les projets. C'est le groupe dit «des sages».

Des **groupes projets de volontaires** mettent sur pied des projets avec les professionnels et les administrés c'est **l'aspect consultation et suggestions** pour le projets ou des actions. Ces groupes étendent la participation et **informent** tous les citoyens dans des «**commissions participatives**» et recueillent leurs **suggestions; une méthodologie de participation est constituée**.

**On retrouve partout les points essentiels de la parole des citoyens : le droit à l'information, le pouvoir de proposition et le pouvoir de contrôle.**

#### **. L'exemple des institutions danoises**

Je voudrais ici terminer ce très modeste et incomplet discours sur la notion de contrat social par l'évocation de faits existant déjà en ce sens et qui donnent à mon avis tout son intérêt à la théorie.

Il y a les régions ou phalanstères (population à taille humaine dans laquelle les vie de la cité peut s'organiser), qui semblent aller en ce sens. Il y a les désirs des Écossais, des Catalans, des Grecs, souvent battus en brèche par le diktat des pouvoirs financiers. Il y a des exemples plus actualisés comme l'Islande, la Nouvelle Zélande, la Finlande, en partie la Suède et la Norvège et l'Amérique du sud. Je ne dis pas que tout est parfait mais il s'organise autre choses avec d'autres mœurs de la cité que les formes que nous connaissons et que je

dis que ces formes se meurent. Il faut bien sûr compter avec le symbolisme des mouvements comme Podemos ou celui des Indignés, pour ne citer que ceux là, sans compter la montée croissance de l'écocitoyen. Tout cela, cité sans précaution, va dans le même sens. Mais l'exemple institutionnel le plus probant est celui des institutions du Danemark qui, dans l'état actuel de l'économie, représentent une véritable quadrature du cercle.

Il y aurait au Danemark un **véritable consensus social, fondé à la fois sur la culture, la flexibilité, la sécurité des citoyens et leur concours à la gouvernance du pays? Le mot d'ordre est on en peut plus clair «tous ensemble» empreint de dialogue, de partenariat et de confiance sociale avec une obligation de résultat.**

Cela se traduit pas des politiques sociales généreuses, des politiques actives en matière d'emploi, par une plus grande flexibilisé des entreprises.

Le droit du travail dépend de conventions collectives, négociées tant dans le privé que le collectif (il n'y a pas de fonctionnaires à vie, peu de CDI 25%, contrat de remplacement 25 % et 8% en «activation», 4% en CDD (souvent des missions d'étudiants. Ajoutons à cela que 80 % des Danois sont syndiqués)

Le point fort de ce consensus social est **la sécurité des revenus** (proche de l'idée du **revenu d'existence** dont il existe d'ailleurs des expériences en Inde et un essai en cours en Finlande). Cette sécurité est illustrée par une revenu de 90 % du dernier salaire jusqu'à hauteur de 2250 euros mensuels et de 50 % pour les ex salaires arrivant à 3350 euros et plus. Et ce pendant 4 ans...

Ceci dit des offres dites «d'activation», de formation sont faites par les syndicats qui gèrent les cotisations de solidarité, les allocations et l'activation des chômeurs, et il y a obligation de ne pas rester simple assisté en acceptant de travailler. Et il y a une forte condition, celle d'accepter un emploi, même avec 4 heures de transport/jour et avoir travaillé au moins 52 semaines dans les trois dernières années. En cas d'échec au bout de 4 ans, il y a en plus une assistance qui prend le relais pour les cas désespérés qui ne pourront jamais participer au système compétitif. Enfin, même dans ce cas les **salaires obtenus correspondent au salaire moyen danois.**

Mais la mentalité une fois encore est de vouloir **«gagner tous ensemble»** dans la société actuelle. Je suis quant à moi très enthousiaste de ce type de société et ne pense pas que cela mérite quolibets, mépris, ou silence. Cet été encore, on montrait une entreprise de porc danoise, parfaitement moderne, subissant des normes sanitaires et écologiques plus sévères qu'en France, avec une forte exportation dans 100 pays dans le monde entier et vendant ses produits beaucoup plus bas que le pris fixé par le gouvernement français aux éleveurs bretons accablés de charges. Où est l'erreur? Et que dire de ce premier ministre interviewé dans un modeste bureau qui dit au journaliste: «vous voudrez bien m'excuser, il est 15 heures 30, il faut que j'aille chercher mon fils à l'école et préparer le repas car ma femme ne revient ce soir qu'à 19 heures».

